



Les bases de la protection sociale comme stratégie de prééminence
55eme Commission du développement social des Nations Unies
Déclaration de la Société Civile

L'énoncé de l'Agenda pour le développement durable de 2030, selon lequel la pauvreté est « le plus grand défi mondial auquel le monde puisse faire face aujourd'hui » a permis à la communauté internationale de poser des questions sur ses causes profondes et sa persistance obstinée. Comprendre les véritables causes et les solutions aux différents pièges de la pauvreté exige une réflexion impartiale et objective sur les insuffisances des politiques et des pratiques de développement de longue date et appelle à des changements structurels et systémiques novateurs. De même, situer le développement au cœur de l'Agenda de l'ONU appelle à une nouvelle compréhension du rôle de l'Etat en tant que facilitateur d'une « monde libre de pauvreté, de faim, de maladie et de besoin, où toute vie peut prospérer ». Par une identité ethnique partagée et par d'autres définis par la frontière, par la langue ou même par l'usage autorisé de la force, **l'Etat doit maintenant son rôle comme le catalyseur du changement transformateur et participatif envisagé dans l'Agenda de 2030.**

L'institution de la protection sociale, y compris les socles de protection social, est l'un des moyens les plus évidents pour réaliser la vision de l'éradication de la pauvreté et de la réalisation d'un développement durable pour tous. Le concept de protection des personnes vulnérables ou en danger est enraciné dans la reconnaissance de la valeur morale égale de tous les membres de la société - bref, **il met les gens au centre et ne laisse personne derrière.** Tous les membres de la société ont le droit à la protection sociale, qui doit se traduire par l'établissement et le maintien de la protection sociale comme élément fondamental des systèmes nationaux de sécurité sociale. Progressivement, la protection sociale – et afin de réaliser son potentiel d'impliquer toutes les personnes dans le développement de leurs communautés - doit progressivement s'étendre au-delà de la mise en œuvre des socles de protection social vers des systèmes toujours plus complets.

De plus, la protection sociale est un mécanisme essentiel pour donner la possibilité aux citoyens de développer leurs capacités inhérentes, à l'avancement de leurs propres communautés et nations. **Un dialogue inclusif avant la mise en œuvre des politiques de protection sociale favorise la coopération entre les institutions et permet à tous de contribuer au bien-être de tous les citoyens.** Ces processus s'appuient sur et renforcent des valeurs telles que l'égalité, la solidarité et l'inclusion et profitent de la diversité culturelle des communautés comme outil de développement cohérent.

Une stratégie qui éradique la pauvreté ...

L'Objectif 1, Objectif 3 de l'Agenda 2030 « pour mettre un terme à la pauvreté sous toutes ses formes » demande la mise en place de systèmes de protection sociale adaptés au niveau national pour tous, y compris les planchers. Les politiques de protection sociale et de travail décent sont apparues comme des outils fondamentaux pour mettre fin à la pauvreté, réduire les inégalités et bâtir des sociétés socialement inclusives. Les politiques de protection sociale et de travail décent sont les côtés complémentaires d'une stratégie de développement cohérente. Il incombe à tous les gouvernements de mettre en œuvre la protection sociale, y compris les planchers à l'échelle nationale, et de les appuyer à l'échelle mondiale, en les considérant non pas comme des engagements financiers, mais comme des investissements qui récolteront des récompenses pour tous. À cet égard, ils s'appuient également sur l'engagement commun des représentants du peuple au gouvernement de les mettre en œuvre des socles de protection social appropriés correspondant au principe de subsidiarité. Avec l'adoption de l'Agenda 2030, les efforts doivent désormais passer de la déclaration des engagements à l'élaboration de stratégies concrètes de mise en œuvre.

La protection sociale est une stratégie éprouvée et efficace pour réduire toutes les formes de pauvreté.

Des études menées en Afrique et en Asie, par exemple, ont indiqué que les programmes de transferts en espèces ont des résultats nettement plus rapides en termes de réduction de la pauvreté que ceux que l'on attend des effets de la politiques économiques de « goutte-à-goutte ». À l'inverse, les études montrent que le risque de pauvreté est très élevé lorsque les bases de la protection sociale n'existent pas. Cela illustre la capacité des politiques de protection sociale en tant qu'outil de prévention de la pauvreté. Il est également prometteur de tirer parti de la vaste gamme de talents et compétences de toutes les personnes, en particulier ceux qui connaissent la marginalisation. À mesure que les gens ont accès à des possibilités, la capacité de développement s'élève au sein d'une société, créant de nouvelles possibilités de coopération et de collaboration.

Au-delà de leur rôle déterminant dans l'élimination de la pauvreté, ces politiques jettent les bases d'une plus grande participation des populations au développement de leurs propres communautés et à l'avancement de leur pays en général. Dans cette optique, les politiques de protection sociale devraient progressivement aller au-delà de la mise en place de filets de sécurité, qui traitent simplement les symptômes de la pauvreté, à s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et de la vulnérabilité.

... et réaliser un développement durable ...

Malgré les nombreux défis au développement durable est la racine de l'inégalité. La communauté internationale a, par exemple, reconnu que la croissance économique à l'échelle mondiale, n'a pas été partagée également à l'intérieur ou entre les pays. En tant que problème multidimensionnel, l'inégalité touche les personnes vulnérables à des taux beaucoup plus élevés, ce qui exacerbe et intensifie les injustices et les déséquilibres existants et, à long terme, contribue à l'instabilité sociale.

La protection sociale ouvre la voie à une action plus durable sur plusieurs fronts. L'assurance sociale et les transferts de fonds à long terme donnent aux gens une certaine stabilité et confiance en ce qui concerne leurs processus décisionnels. Une réalité économique plus sûre conduit souvent les gens à investir dans la santé et l'éducation de leur famille pour qu'ils puissent mieux tirer parti du potentiel de tous les membres de la famille et veiller à ce que les générations suivantes aient plus de capacités pour répondre à leurs besoins. Lorsqu'il est utilisé efficacement, la boucle de rétroaction négative de la pauvreté et le manque d'opportunité peut être terminée.

Le financement de la protection sociale doit être compris comme une opportunité d'investissement sage plutôt que comme une prestation de services à court terme. Les pays à faible revenu peuvent se permettre une protection sociale de base ; Même des petits programmes produisent des avantages positifs qui peuvent s'accroître avec le temps. Par exemple, le coût de l'extension de l'assurance maladie à l'ensemble de la population du Rwanda a été d'environ 1% du PIB total, soit le même pourcentage que l'Éthiopie consacre à son Programme de filets de sécurité productifs qui touche 8 millions de ménages ruraux en situation d'insécurité alimentaire. Les programmes de protection sociale peuvent commencer par des allocations initiales relativement modestes et augmenter continuellement les dépenses dans le cadre d'un processus organique, en s'appuyant sur les succès passés et en investissant de nouveau. En outre, **les consultations sur la capacité fiscale d'un pays à mettre en œuvre des socles de protection social qui doivent également tenir compte des coûts de l'inaction.** L'OIT estime que le niveau de pauvreté et d'inégalité dans les pays de l'OCDE serait aujourd'hui le double du taux actuel si ce n'était des services de protection sociale. Les pays de l'OCDE doivent continuer à améliorer leurs systèmes de protection sociale et éviter les mesures d'austérité qui affectent le financement des politiques sociales. Des taux de pauvreté plus élevés représenteraient un fardeau fiscal beaucoup plus important que la mise en œuvre des politiques. Ainsi, la question pertinente pourrait ne pas être de savoir si les pays peuvent se permettre de mettre en œuvre des plans de protection sociale, mais s'ils peuvent se permettre de ne pas le faire.

... pour tous!

Pour que le développement atteigne toutes les personnes, **les gens eux-mêmes doivent participer activement au processus, de la planification et de la mise en œuvre au suivi et à l'examen.** Plutôt que d'aborder les citoyens comme simples bénéficiaires de l'aide, les efforts de protection sociale ont le potentiel d'habiliter tous les membres de la société à devenir des agents actifs dans les efforts de développement. L'engagement des citoyens dans l'analyse des politiques, la réflexion sur les capacités et les réalités des communautés locales et l'engagement et le suivi de la mise en œuvre des politiques permettra une plus grande transparence, efficacité des politiques et confiance entre tous les membres de la société. De même, les expériences de la base devraient contribuer à l'élaboration de nouvelles stratégies tournées vers l'avenir et veiller à ce qu'aucune population ne soit exclue du développement ou qu'elle en soit stigmatisée. Les efforts visant à accroître la participation de cette manière fourniront également une occasion précieuse de changer les relations entre les citoyens et les institutions - une nécessité cruciale pourtant souvent négligée. Une approche cohérente et intégrée, associée à des politiques centrées sur les personnes, peut transformer la protection sociale en « instrument de transformation sociale et économique pour redresser les conditions d'injustice et d'exclusion qui perpétuent la pauvreté ».

Un appel à l'action

Le potentiel transformateur des socles de protection social dépend de la conception spécifique de ses politiques, de la manière dont ils tiennent compte des dynamiques structurelles, institutionnelles et politiques, et de la mesure dans laquelle ils abordent les causes sous-jacentes de la pauvreté et de la vulnérabilité. Le Comité des ONG sur le développement social, avec des circonscriptions du monde entier, déclare son engagement à soutenir la protection sociale comme un moyen de faire en sorte que tous les êtres humains puissent réaliser leur potentiel dans la dignité et l'égalité. Nous demandons donc aux États membres:

- Présenter une résolution à la Commission du développement social axée sur la protection sociale, sur les différents niveaux, comme une étape nécessaire vers l'éradication universelle de la pauvreté.
- Concevoir et mettre en œuvre des socles de protection social comme moyen de construire des sociétés socialement justes qui donnent à tous la possibilité de vivre dans la dignité.
- Combiner la protection sociale avec les politiques de travail décent et favoriser les environnements pro-emploi.
- De le faire conformément aux droits de l'homme internationaux et d'appliquer les principes des droits de l'homme relatifs à l'égalité et à la non-discrimination, à la participation, à la transparence et à la responsabilité.
- De mettre les gens au centre de l'élaboration de ces politiques.
- Rechercher la participation maximale dans les dialogues pour identifier les besoins spécifiques et éviter l'exclusion de tout groupe.
- Orienter les politiques vers la réduction des inégalités et des asymétries de pouvoir entre les secteurs de la société.
- Inscrire la protection sociale dans la législation nationale.
- L'élaboration des plans de financement concrets et réalisables comprenant la protection sociale dans les budgets nationaux par :
 - Reconnaître la protection sociale comme un investissement bénéfique pour le développement durable et comme une opportunité pour briser le cycle de la pauvreté.
 - Tenir compte du coût de l'inaction dans l'évaluation de la capacité fiscale des différents niveaux de protection sociale.
 - Attribuer un pourcentage de l'aide publique au développement pour la protection sociale à l'échelle mondiale.

- Examiner les différentes dynamiques de la pauvreté et adapter les politiques de prévention de la pauvreté.
- Favoriser un dialogue inclusif avec les citoyens, la société civile et les militants.
- Coordonner avec les organismes des Nations Unies la mise en œuvre de ces objectifs et de renforcer les processus de partage des connaissances au niveau mondial.
- Elaborer des stratégies actuelles et futures sur les réalisations passées et les enseignements tirés
- L'allongement progressif des socles de protection social, tant sur le plan quantitatif (nombre de personnes couvertes, niveaux de prestations) qu'en termes qualitatifs (gamme de services).